

Philippe Aghion & Alexandra Roulet, Repenser l'Etat

En 120 pages et quatre chapitres, les auteurs nous proposent un programme politique social-démocrate pour une France innovante et sociale. Les mesures résumées ci-dessous sont plus ou moins bien argumentées et pertinentes selon les cas. Aghion est conseiller économique de Hollande et a écrit ce livre à la fin du mandat de Sarkozy.

Dans le premier chapitre l'accent est mis sur l'éducation, dont les effets positifs sur la société sont justifiés : les individus les mieux formés ont un impact positif sur la production de richesse. **Investir et autonomiser les universités** permet d'améliorer la formation (l'un sans l'autre n'est pas efficace). **Panacher les méthodes horizontales et verticales d'enseignement au primaire et au secondaire** nourrit une culture moins cloisonnée et hiérarchique qui favorise le bien-être et l'innovation. **Scolariser les très jeunes enfants** (dès 2 ans) a un impact positif sur leur intégration future. Investir dans le système de santé n'est pas un gâchis de dépenses publiques, si les dépenses sont bien orientées. En France, il faudrait **orienter les dépenses en priorité vers les hôpitaux, augmenter le *numerus clausus* à l'issue de la P1, embaucher du personnel et des équipements hospitaliers, décentraliser pour réduire les coûts administratifs**. Pour faire face au vieillissement de la population, il faudrait **passer de 100000 à 200000 migrants nets par an**. « De fait, la France figure parmi les pays développés qui ont accueilli la plus faible proportion d'immigrés. (...) entre 1995 et maintenant [2011], la part des étrangers en Espagne a augmenté 6 fois plus vite ; en Allemagne, 1,8 plus vite et aux États-Unis 5 fois plus vite ». Des mesures pour bien intégrer les immigrés et leur descendance (qui en France sont plus pauvres et moins employés que les français, bien qu'ils apportent de la richesse au pays) : sélectionner les immigrés (tout en évitant la fuite des cerveaux du Sud au Nord, notamment en leur permettant facilement de revenir en France après être retourné dans leur pays d'origine), donner au Parlement le droit de fixer les quotas de régularisation, **améliorer l'intégration par les conditions d'éducation et la mixité urbaine** (application de la loi SRU, incitations de salaires et d'effectifs pour les profs en ZEP). Les *starts-up* se développent beaucoup plus facilement outre-Atlantique : il faut favoriser les PME dans les contrats publiques, **réduire les délais de paiement dans les crédits interentreprises**, « revoir le droit des faillites qui, par la priorité qu'il accorde systématiquement à l'État sur les autres créanciers, inhibe les banques dans leur métier de prêteur. », pérenniser le *crédit impôt recherche* (exonération d'impôts sur la R&D). Il faut avoir une politique industrielle ciblée sur les secteurs au travail qualifié et doté d'une forte concurrence (car des études montrent que les subventions sur ces secteurs sont plus bénéfiques pour la croissance) et non sur des **champions nationaux** (régionaux pourquoi pas).

Il faut adopter la *flexicurité*¹ à la danoise fondée sur quatre piliers : une grande flexibilité dans les règles d'embauche et de licenciement, qui permet une forte rotation de la main d'œuvre ; une indemnisation généreuse du chômage : 90% du revenu antérieur pour les salariés dont le revenu était inférieur à deux-tiers du salaire moyen, 60% pour un revenu autour du revenu moyen ; entre la deuxième et la quatrième année de chômage, le chômeur doit suivre une formation pendant au moins 75% de son temps (la première année, il est libre de chercher son emploi par lui-même), au terme de quoi il réintègre le système de solidarité sociale ; un dialogue social fort comme l'atteste le taux de syndicalisation record (70% contre 8% en France). Comment augmenter la syndicalisation ? En luttant contre la discrimination

salariales à l'encontre des salariés syndiqués (qui perçoivent un salaire plus faible), en associant l'adhésion syndicale à certains services (en Belgique, c'est parce que les syndicats gèrent l'assurance chômage qu'il y a autant de syndiqués), en promouvant la **présence de représentants salariés dans les conseils d'administration** (comme dans les pays nordiques). Il faut conduire des politiques macroéconomiques contra-cycliques, stimuler l'innovation verte, lutter contre le dérèglement climatique (propositions assez peu convaincantes là-dessus).

Il faut redistribuer la richesse du pays grâce aux impôts. Le système fiscal des pays scandinaves réussit à associer équité (faible coefficient de Gini) et innovation (deux à trois fois plus de brevets par habitants qu'en France), c'est pour cela qu'il faut l'importer². En effet, le taux de croissance en fonction du taux de prélèvements obligatoires suit une courbe en \cap dont le sommet se déplace vers la gauche si le pays est plus corrompu. Il ne faut donc pas trop taxer sinon on tue l'innovation, mais il faut quand même taxer pour plus d'équité. Éliminer les niches fiscales et la défiscalisation des heures supplémentaires, rendre l'impôt sur le revenu plus progressif, l'impôt sur les revenus du capital à 30% (forfaitaire à cause de la mobilité internationale du capital, pas trop faible pour éviter que des revenus du travail soient déguisés en revenu du capital), augmenter les droits de succession.

Il faut favoriser la démocratie, car dans les pays développés, démocratie rime avec croissance. Les entreprises sont plus innovantes quand elles sont moins hiérarchiques et qu'elles réduisent les échelons de contremaîtres. Il faut donc **lutter contre la corruption, le lobbying** (qui n'apporte pas vraiment d'informations aux décideurs d'après une étude), **permettre la liberté de la presse** (interdiction à des conglomérats industriels de détenir des médias, nomination des directeurs de chaînes publiques par la société civile et non par le président, protection des sources), et **évaluer par un organisme indépendant et doté de moyens toutes les politiques publiques**, *ex ante* comme *ex post*.

Pour conclure, **je suis favorable** à toutes les idées de ce livre qui ne sont pas issues de la doctrine pro-innovation, pro-croissance et nationale (aucun mot sur l'UE ou une gouvernance mondiale dans cet ouvrage) qui transparaît – les auteurs croient « que l'innovation permet de faire sans cesse reculer les limites du possible » et que la vision d'un monde avec une quantité fixe de ressources naturelles est fausse. La dernière phrase de l'ouvrage résume bien son état d'esprit : « Réinventer l'État en suivant ces principes directeurs, c'est poser les fondements d'une social-démocratie de l'investissement et de l'innovation, une social-démocratie moderne qui garantisse à la France une prospérité juste et durable dans l'économie mondialisée. »

Références bibliographiques :

¹ cf. le rapport de Jacques Barthélémy et Gilbert Cette pour le CAE : [Refondation du droit social : concilier protection des travailleurs et efficacité économique](#)

² cf. la référence en matière de politique fiscale : la [Mirrless Review on Tax Reform](#), notamment Ch. 10 p 916.